

Une interview de Rakovsky

Christian Rakovsky

Source : L'Humanité, vendredi 11 décembre 1925, p.1. Note MIA.

Notre camarade Rakowsky a remis dans l'après-midi à 15 heures 30, ses lettres de créance au Président de la République, qu'assistait M. Briand. Comme, l'Internationale eut sans doute écorché les oreilles de celui-ci – qui pourtant... – on avait supprimé purement et simplement l'exécution des hymnes nationaux qui sont habituellement de rigueur pour ces sortes de cérémonies. Introduit par M. de Fouquières, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. s'est borné à échanger avec M. Doumergue quelques paroles diplomatiques. À l'issue de la cérémonie de l'Élysée, hier, nous avons eu le plaisir de rencontrer notre camarade Rakowsky. Ce dernier a bien voulu nous communiquer ses impressions pour les lecteurs de « l'Humanité ».

— Quelles sont, à votre avis, les perspectives des relations franco-russes, avons-nous d'abord demandé ?

— À mon arrivée ici, à Paris, de même qu'à l'arrivée de Tchitchérine, nous avons trouvé une atmosphère favorable à un rapprochement entre l'Union des Soviets et la France. Évidemment, nous ne sommes encore qu'à la phrase des discussions d'ordre général, et c'est seulement l'avenir qui nous montrera à quels résultats aboutiront les bonnes dispositions réciproques qui sont, actuellement, incontestables.

Les accords de Locarno

— À quoi est dû ce changement ?

— Je pense que les accords de Locarno¹ ont joué un rôle, mais dans un autre sens que celui sur lequel on aime à insister. Quoique cela paraisse contradictoire, les accords de Locarno ont davantage démontré l'importance économique et politique de l'Union des Soviets. Tant que ces accords n'étaient pas conclus, on se disait qu'il suffit, pour assurer la paix de l'Europe, qu'un rapprochement s'accomplisse entre les puissances occidentales. Mais l'unanimité dont a fait preuve notre opinion publique dans son attitude critique, après la conclusion des accords de Locarno, les craintes que ces accords ont suscitées dans les masses populaires de tous les pays qu'ils pourraient être utilisés contre la Russie des Soviets, ont fait comprendre davantage aux gouvernements qu'il ne peut pas y avoir une paix stable et une reconstruction économique de l'Europe si la Russie, d'une manière ou d'une autre, n'y participe pas.

Le problème des dettes russes

1. À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte rhénan ». Cinq traités sont en réalité signés : un Pacte de garantie rhénan qui maintient le statu quo des frontières occidentales de l'Allemagne, et quatre autres traités d'arbitrage (Allemagne-France, Allemagne-Belgique, Allemagne-Pologne et Allemagne-Tchécoslovaquie). L'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

— *Croyez-vous que l'accord sur les questions pendantes entre le Gouvernement français et le Gouvernement des Soviets peut être conclu bref délai ?*

— Cela dépend de beaucoup de facteurs dont je ne puis déterminer maintenant la portée. Si nous prenons, par exemple, le problème des dettes, puisque nous le lions à la question des crédits, il est évident que sa solution va dépendre, non seulement des deux gouvernements, mais aussi des industriels et de la finance française. En Angleterre, nous avons de notre côté les industriels, les difficultés venaient de la part des banques. Le même problème se pose en France. Si les banques, qui d'ailleurs avaient contribué à l'émission des emprunts de l'ancien gouvernement russe et avaient, sous ce rapport, réalisé des bénéfices importants, voulaient maintenant aider les porteurs français de titres russes, elles pourraient jouer un rôle très utile.

Pour qu'il n'y ait pas de confusion, je dois dire qu'il ne s'agit pas de lancer de nouveaux emprunts sur le marché français. Il s'agit tout simplement qu'on nous aide pour que nous puissions obtenir, contre les garanties que nous sommes prêts à offrir, des crédits industriels et commerciaux à termes plus ou moins longs, qui faciliteraient le relèvement de notre agriculture et de notre industrie.

Une telle évolution dans les cercles qui nous ont été jusqu'à présent hostiles est possible si on veut bien tenir compte du progrès immense accompli par l'Union des Soviets dans le court espace qui nous sépare de la guerre civile et de la guerre avec la Pologne, c'est-à-dire depuis quatre ans.

— *Quels sont les derniers chiffres se rapportant et l'état économique de l'Union ?*

— Je vous donnerai quelques chiffres du rapport qui sera présenté au prochain congrès annuel du Parti, c'est-à-dire dans quelques jours.

La production agricole qui était évaluée en 1923-24 à 8.116 millions de roubles et en 1924-25 à 8.106 millions de roubles (vous savez que l'année dernière a été une année de mauvaise récolte), atteint cette année 10 milliards de roubles.

La production industrielle n'était, en 1923-24, que de 1.850 millions de roubles, et elle était déjà de 2.998 millions de roubles et pour l'année 1925-26, d'après les dernières évaluations, elle atteindra le chiffre global de 4.511 millions de roubles. Pour montrer le progrès accompli par notre pays, je vais prendre les chiffres de la production du naphte. Pour l'année 1923-24, elle a été de 362 millions de pouds ; pour 1924-25 elle a été de 423 millions de pouds ; pour 1925-26 elle est présumée à 521 millions de pouds (60 pouds égale 1 tonne). En comparaison avec la production d'avant-guerre, nous avons respectivement 64 %, 75 %, et 93 %.

Les chiffres pour la production du charbon étaient respectivement pour les trois périodes de 962 millions, 979 et 1.514 millions de pouds. Cela constitue, relativement à la production d'avant guerre, 54 %, 55 %, et 86 %. Nous avons la même progression pour la production de l'acier, de la fonte, pour la fabrication des fils de coton et la fabrication des étoffes.

Une petite observation pour qu'il n'y ait pas de malentendu. Notre année économique commence le premier octobre et finit le 31 septembre. Les derniers chiffres des tableaux ci-dessus se rapportent donc à la période premier octobre 1925 -31 septembre 1926.

Nous sommes arrivés à une stabilité parfaite

— Nous avons toutes raisons de croire que les prévisions pour 1925-26 seront plutôt au-dessous qu'au-dessus de la réalité.

Encore quelques chiffres. D'abord, le nombre des ouvriers occupés dans notre grande industrie. Il était de 1,5 million en 1923-24 ; en 1924-25 de 1.846.000 et pendant l'année qui a commencé le premier octobre il doit atteindre 2.300.000.

Les opérations des coopératives de consommation ont augmenté cette année de 55 % par rapport à l'année dernière, et celles de la coopérative villageoise ont augmenté 57 %.

Enfin, le nombre des wagons chargés chaque jour de 13.000 en 1923-24 a passé à 17.398 en 1924-25 et il atteindra le chiffre de 22.000 en 1925-26.

La somme totale de la masse monétaire en circulation s'est élevée de 627 millions de roubles en 1923-24 à 1.246 millions de roubles à la fin de cette année. Et pour finir, je vais citer encore l'état de notre budget. Il était de 1.997 millions de roubles en 1923-24, de 2.800 millions de roubles en 1924-25 et le budget élaboré maintenant pour l'année 1925-26 doit atteindre un chiffre rond de 4 milliards de roubles.

Comme vous le voyez, au point de vue économique comme au point de vue politique, nous sommes arrivés à une stabilité parfaite. Je reconnais que nous sommes encore dans la période de reconstruction, dans l'agriculture elle a été terminée cette année, dans l'industrie elle sera terminée l'année prochaine. Ayant ainsi atteint la production d'avant-guerre, nous inaugurons l'année prochaine une nouvelle période dans l'histoire économique de la Russie.

La vérité sur la Russie se fait jour peu à peu

— *Vous savez que vos adversaires cachent à l'opinion publique française la véritable situation de l'Union des Soviets ?*

— Je le sais, mais je suis certain que la vérité se fera jour peu à peu. Depuis la reconnaissance, le nombre des Français qui visitent l'Union augmente et dans la plupart des cas, ils emportent de leur visite une impression qui ne peut que nous être utile.

Quand on répand des faux renseignements sur notre pays on ne nuit pas seulement à nous, mais on nuit à tous les gens qui auraient pu utiliser leurs forces et leurs moyens pour resserrer les relations économiques avec la Russie et dont la place maintenant est occupée par d'autres étrangers plus perspicaces et moins enclins à croire aux légendes qu'on continue répandre à autour de nous.